

The Wage-Price Issue (A Theoretical Analysis), par WILLIAM-G. BOWEN. Un vol., 5½ po. x 8½, relié, 529 pages — SECTION DES RELATIONS INDUSTRIELLES, PRINCETON UNIVERSITY PRESS, Princeton, 1960

Gérald Marion

Volume 36, numéro 3, octobre–décembre 1960

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001556ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001556ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Marion, G. (1960). Compte rendu de [*The Wage-Price Issue (A Theoretical Analysis)*], par WILLIAM-G. BOWEN. Un vol., 5½ po. x 8½, relié, 529 pages — SECTION DES RELATIONS INDUSTRIELLES, PRINCETON UNIVERSITY PRESS, Princeton, 1960]. *L'Actualité économique*, 36(3), 542–544. <https://doi.org/10.7202/1001556ar>

Les Livres

The Wage-Price Issue (A Theoretical Analysis), par WILLIAM-G. BOWEN. Un vol., 5½ po. × 8½, relié, 529 pages. — SECTION DES RELATIONS INDUSTRIELLES, PRINCETON UNIVERSITY PRESS, Princeton, 1960.

Ce livre se situe au fort de la controverse entre les tenants de l'inflation au sens classique et les adeptes de cette nouvelle forme d'inflation qui est caractérisée par la spirale inflationniste des salaires (*wage-push inflation*). L'auteur situe d'abord le sujet de son étude en signalant le dilemme suivant qu'il présente comme étant à la base du raisonnement fondamental des partisans de la poussée inflationniste des coûts de production. Soit un système dans lequel l'État est lié par une politique de plein emploi. Dans cette conjoncture, toute hausse des salaires au-delà du taux de croissance de la productivité va occasionner l'inflation des prix. En effet, d'après ce raisonnement, la hausse des coûts de production résultant des gratifications salariales doit ou bien occasionner du chômage, vu l'augmentation du coût marginal de la main-d'œuvre, ou se traduire par l'augmentation des prix. La première éventualité étant par ailleurs exclue, étant donné la politique de plein emploi du gouvernement, l'État doit ordonner une hausse du stock monétaire qui permet aux consommateurs d'acheter la même quantité de marchandise à des prix plus élevés, ceci ayant pour effet d'éviter une réduction de la production et d'empêcher ainsi que les travailleurs soient des victimes de la loi inexorable de la productivité marginale.

Pour quiconque accepte les deux premières propositions présentées par l'auteur, soit l'engagement de l'État à une politique de plein emploi et l'existence de hausses de salaires supérieures à l'accroissement de la productivité, les autres propositions se présentent avec une certaine vraisemblance ou, en tout cas, le dilemme qui en découle est réel. Mais l'auteur entend bien démontrer que ces énoncés ne peuvent être considérés comme des postulats sûrs.

Le premier point de l'argumentation, soit l'existence d'une politique de plein emploi, ne peut pas être sérieusement contesté dans le cas des États-Unis, étant donné l'existence d'une législation à cet effet. Bien entendu, il ne faut pas con-

fondre cette législation qui n'est que normative avec certaines situations de fait. D'ailleurs pour les fins de l'argumentation, il est suffisant que les lignes d'action tendent à l'accomplissement de cette politique sans que souvent, malheureusement, les objectifs soient atteints.

Quant à la possibilité d'augmentation des salaires au-delà de l'accroissement de la production réelle, l'auteur l'aborde sous deux angles différents. D'abord, il suppose le cas simple où les employés, soit pour des raisons de rareté ou autres, obtiennent des augmentations de salaires au-delà de l'accroissement de leur rendement. En second lieu, il considère l'influence de l'étalement des divers taux de productivité sur le niveau général des salaires. Il s'agit de l'étude du niveau des salaires dans une économie où les revenus des salariés sont à la fois déterminés par la productivité moyenne des unités de production et les comparaisons inter-industries. Ces deux facteurs de détermination des salaires étant utilisés en complément l'un de l'autre, la propagation des hausses salariales se fera à partir des secteurs à productivité élevée vers ceux où les rendements sont plus bas. Les travailleurs de ces derniers secteurs économiques font des pressions pour obtenir des gratifications salariales similaires à celles des travailleurs des industries à forte productivité, même si le bas niveau de leur rendement ne justifie pas leur demande. En définitive, un certain groupe de travailleurs tente d'obtenir des hausses de salaires au delà de l'accroissement de son rendement.

Ces théories exposées, l'auteur esquisse, en traits généraux, les politiques de salaire des syndicats et des compagnies et tente de dégager les probabilités de l'existence de la poussée inflationniste des salaires. Par la même occasion il dégage les influences de la répartition régionale du chômage ou de la rareté locale de l'offre de travail sur la politique salariale des entreprises. Ce qui l'amène naturellement à faire des considérations sur la mobilité des travailleurs et sa répercussion sur la variabilité et le niveau général des salaires. Toutes ces analyses sont faites en utilisant des méthodes relativement simples, mais généralement insuffisantes. L'auteur utilise non seulement l'appareil théorique ordinaire, qui d'ailleurs est souvent réduit à sa plus simple expression, mais il y intègre également des éléments d'ordre institutionnel ainsi que certaines autres considérations circonstanciées et de caractère plutôt erratique mais faisant tout de même partie du cours ordinaire des affaires.

Après avoir entrepris l'étude des divers critères de détermination des salaires pour tenter de déceler les causes de la montée des prix, l'auteur spécifie que les décisions en ce qui concerne les salaires relèvent des administrateurs et donc que tous les critères utilisés ou les instruments d'analyse dont on fait usage ne peuvent que nous faire voir les probabilités et les conditions d'une hausse inflationniste de salaire. La vérification de l'actualisation du phénomène est plus problématique.

Cette analyse est par la suite complétée par des considérations sur le niveau des prix, le degré de la généralisation des gratifications salariales et le processus par lequel elles sont transmises aux consommateurs.

Au fur et à mesure que se déroule l'exposé de l'auteur, le dilemme se présente dans toute son acuité: l'incompatibilité d'une politique de plein emploi avec la stabilité des prix.

Sans que ces idées soient totalement partagées par l'auteur, elles n'en sont pas moins exposées et nous sommes ainsi conduit à l'étude de la politique monétaire du gouvernement qui dans l'hypothèse où le dilemme est réel, doit être flexible afin d'empêcher que les effets du théorème de la maximisation des profits et de la loi de la productivité marginale ne se fasse sentir et ainsi provoque le licenciement des travailleurs.

Ici, il aurait été dans l'ordre que l'auteur traite de questions relatives à la destructibilité du capital ou à la mobilité des facteurs de production; car le recours à une politique monétaire flexible et expansionniste ne devient la seule issue que dans le cas d'une rigidité de l'implantation des ressources productrices.

Il est intéressant de rapprocher l'étude de Bowen de celle toute récente de F.D. Holzman, publiée dans l'*American Economic Review*. On sait que dans cet article, Holzman s'est attaché à préciser un critère qui permettrait de distinguer entre l'inflation des acheteurs et l'inflation des vendeurs. Pour ce dernier auteur, la spirale inflationniste des salaires existe lorsque les salaires et les prix varient dans le sens opposé de l'emploi, c'est-à-dire lorsqu'il y a création de chômage. L'étude de Bowen rejoint l'analyse de Holzman en ce sens que dans la position du problème à l'étude, la diminution possible de l'emploi est une des étapes dans l'argumentation. Cependant, immédiatement il fait intervenir la question de l'afflux de nouvelles devises monétaires qui doit empêcher une diminution de l'emploi. Ainsi, en poussant cette argumentation à la limite, on arrive à la conclusion que l'expansion monétaire nécessaire pour l'enrayer est la mesure de l'inflation des vendeurs.

En guise de conclusion, nous voulons signaler que l'impression générale qui se dégage du livre de Bowen, c'est que seule une analyse théorique faite dans les cadres d'hypothèses restrictives peut conclure, en toute sûreté, que l'inflation peut être causée par l'augmentation dans les coûts de production. Lorsque des arguments circonstanciés par l'existence des politiques salariales des associations d'employés et des employeurs sont introduits dans le modèle et que les distinctions entre le salaire micro-économique et la masse salariale sont faites, il est impossible de faire porter le blâme de l'inflation par un seul groupe économique. L'étalon-travail dont parle Hicks n'est pas nécessairement une réalité.

Gérald Marion

British Labor and Public Ownership, par HERBERT-E. WEINER. Un vol., 6 po. × 9¼, relié, 111 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, 419, avenue New Jersey, S.E., Washington 3, D.C., 1960. (\$3.25).

Depuis un certain temps, le mouvement ouvrier anglais a mis en sourdine la partie de son programme qui a trait à l'étatisation, et cela pour cause. Les trois défaites que le parti travailliste a essuyées à l'occasion des trois derniers